

RAED CHARAFEDDINE

Banquier central et commercial, ancien premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

Le monde a été témoin de plusieurs phases d'adversité financières au cours des quinze dernières années. L'activité économique mondiale se ralentit largement et plus que prévu, avec une stagflation qui entraîne des conditions financières plus serrées et des mesures de politique monétaires plus serrées. Les perspectives sont significativement affectées par une augmentation du coût de la vie, des conditions financières qui se dégradent, des conséquences négatives supplémentaires liées à la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire et la pandémie de Covid-19 qui est toujours présente. Les perspectives de croissance mondiale prévoient une chute depuis les 6 % de 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. En outre, le taux d'inflation mondiale devrait augmenter, passant de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022 avant de retomber à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024. Le taux de chômage mondial devrait rester au-dessus des niveaux pré-Covid 19 au moins jusqu'en 2023. Pour 2022, le chiffre est estimé à 207 millions, contre 186 millions en 2019. Les mesures correctives à envisager incluent : les politiques macroprudentielles, les réformes structurelles, les actions politiques pour contrer la crise alimentaire, les mesures mitigeant les chocs mondiaux, les leviers budgétaires, l'intégration des chaînes de distribution, l'ouverture des comptes d'échange et de finances, et la transparence et l'indépendance des banques centrales.

La perspective arabe se caractérise par une augmentation de la croissance en 2022, enregistrant environ 5,4 % comparé à 3,5 % en 2021. Quant à l'inflation, le taux d'inflation dans les pays arabes en 2022 est estimé à 7,6 % et devrait atteindre 7,1 % en 2023. Bien que certains pays arabes soient directement affectés par les défis actuels car ils sont de gros importateurs de produits alimentaires, la plupart des pays arabes peuvent jouer un rôle majeur dans la réduction du fossé alimentaire de la région arabe et dans le monde entier et atteindre l'autonomie pour certains produits. Au niveau du chômage, la région arabe enregistre les plus hauts taux au monde, en particulier parmi les femmes et les jeunes. Le marché du travail arabe est caractérisé par un fort pourcentage de travail informel, qui est le résultat combiné des changements démographiques, de l'instabilité politique et des faibles niveaux de stabilité fiscale et monétaire. En outre, le chômage des jeunes dans la région MENA à la mi-2022 était presque deux fois supérieur à la moyenne mondiale (environ 7 %) et a augmenté 2,5 fois plus vite que la moyenne mondiale entre 2010 et 2021.

L'économie du Liban fait face à des conditions de crise pour la troisième année consécutive, due à la crise multi-dimensionnelle que le pays traverse, aggravée par les turbulences économiques régionales et mondiales. La crise du Liban a émergé après une décennie de troubles régionaux d'un côté et des difficultés de finances publiques en termes de déficit du budget et d'exacerbation de la dette publique et de son service de l'autre. La conséquence la plus stressante est le facteur monétaire et financier d'inflation qui est incarné par la pénurie de



liquidités étrangères, la dévaluation des taux de change, et le déséquilibre dans la balance des paiements. Avec un déséquilibre des échanges excessif, l'économie libanaise a été extrêmement vulnérable aux chocs de prix combinés à une sévère contraction dans tous les secteurs économiques. Le PIB réel s'est contracté de 11 % en 2021, après une véritable contraction de 25,9 % en 2020, et on prévoit une contraction supplémentaire de 6,5 % en 2022 sur le principe de la poursuite de réponses macro-politiques inadéquates. Le taux moyen d'inflation pour 2021 a été estimé à 154,8 % contre un taux moyen de 84,9 % en 2020, et on estime qu'il dépassera les 170 % d'ici la fin de 2022. Au total, les taux cumulés d'inflation entre 2012 et 2021 ont atteint 831,6 %. Le chômage au Liban est passé de 11,4 % en 2018-2019 à 29,6 % en janvier 2022, indiquant que presque un tiers de la population active est au chômage.

En conclusion, la Banque Mondiale soutient l'action coordonnée de plusieurs décideurs politiques : d'abord, les banques centrales doivent communiquer clairement leurs décisions politiques tout en protégeant leur indépendance ; deuxièmement, les autorités fiscales doivent calibrer soigneusement le retrait des mesures de soutien fiscal tout en assurant la cohérence avec les objectifs des politiques monétaires ; troisièmement, les autres décideurs de politique économique doivent prendre des mesures fortes pour augmenter l'offre mondiale. Au niveau du Liban, les efforts de la Banque du Liban (BDL) pour rétablir la stabilité financière et monétaire devraient être accompagnés par des mesures critiques pour fléchir la grande incertitude et paver la voie de la reprise : stabilité politique ; volonté politique d'entreprendre des réformes structurelles et mettre au point un plan économique viable ; restaurer et améliorer la confiance interne et externe.